

Oui, l'Etat français est obèse

écrit par Pierre Duriot | 27 juin 2024



La question de l'État obèse revient en permanence dans la campagne électorale et au RPF, nous dénonçons également ce gouffre financier du fonctionnement de l'État, guichet social impensable qui dispense des aides sans plus de contrôle que cela, avec une fraude massive et de l'argent

qui part même à l'étranger.

Nous avons déjà, entre autres, souligné le scandale des retraités centenaires algériens, qui continuent, une fois morts à toucher des pensions au Maghreb, alors que plus des deux tiers d'entre eux sont introuvables, l'expérience avait été menée sur un échantillon représentatif. En France métropolitaine, le train de vie de l'État est également ahurissant, avec les régions, créées voici quelques décennies, remaniées plus récemment à grands frais avec au final, un coût global plus élevé que celui des anciennes régions. Avec des systèmes informatiques de gestion qui n'étaient pas forcément les mêmes, des postes politiques qui sont renouvelés à chaque alternance et un total de 1781 élus, tous défrayés, avec logements, voitures de fonction et chauffeurs. Cette fonction publique territoriale représente 1,94 million d'agents, soit 34 % de l'emploi public, dont 71 % dans les régions, départements et communes. On peut ajouter un préfet de région, qui lui, est un fonctionnaire d'État, toutes ses équipes et tous les locaux attenants, chauffés, entretenus. Sans parler du train du vie et de l'utilité des sénateurs et de tout leur cortège d'avantages. Au final, la France est l'un des états les plus imposés du monde, pour des services publics de plus en plus restreints.

A quoi servent ces régions dont on se passait largement avant leur création dans les années 80 ? Création des régions en 1982, élargissement en 2016, pour les amener à la taille des länders allemands et au final, quelle utilité, puisqu'il était possible de s'en passer avant et que les coopérations départementales avaient toujours permis les aménagements du territoire mettant en jeu plusieurs départements : autoroutes, aéroports, voies navigables, lycées et facultés. Ces régions sont l'un des sept niveaux de décision en France : impensable. Sur le même modèle, nous avons les Agences Régionales de Santé, machins administratifs qui ont pour effet d'éloigner les décisions

hospitalières les malades, de déshumaniser la médecine et de créer une couche supplémentaire de fonctionnaires.

Tout cela date d'avant Macron, mais le champion du gouvernement « restreint » et de la « start-up-nation », a continué à embaucher des fonctionnaires. Il est le recordman du nombre de Ministres, de secrétaires d'État, le recordman du budget de fonctionnement de l'Élysée, le recordman du coût d'un conjoint de président, le recordman des voyages à l'étranger, il a explosé tous les budgets. **Les Ministres exercent en France avec des trains de vie dignes d'un régime royal, bien au-dessus de ce que peuvent coûter leurs équivalents des pays du nord de l'Europe.** L'État macroniste est également le champion toutes catégories du recours aux cabinets de conseil, le champion des transferts d'argent massifs depuis le contribuable jusque vers des intérêts privés. Champion aussi des « commissions », des « comités », des « conseils », dont le travail n'est pas toujours bien identifiable et qui servent à recaser des amis, virés des ministères, ou ayant perdu aux élections.

Au RPF, les premiers, nous avons demandé un audit sévère des finances publiques devenues tellement opaques que même le Ministère du budget ne saurait dire exactement où passe l'argent des impôts. Le Rassemblement National en campagne a repris cette idée d'audit global et nous nous en félicitons. Cela doit être fait par les services de l'État, service par service, centralisé et analysé. Ce budget national est à l'évidence un panier avec de nombreux trous d'où s'échappent des sommes astronomiques. Nous demandons que soit rationalisé ce mille-feuilles décisionnel totalement inefficace, on l'a vu récemment avec l'autoroute A13, sur laquelle la coordination entre plusieurs chantiers n'a pas été assurée par les services compétents, aboutissant à des télescopages qui entraînent l'effondrement de la chaussée...

Au RPF, afin de redynamiser de grandes villes de province, de désengorger Paris et de répartir plus équitablement

l'activité de l'État, nous préconisons la décentralisation de services de l'État qui n'ont aucune raison de rester tous à Paris alors que le travail à distance est désormais possible, le tout avec la création d'un réseau national de d'autoroutes informatiques à haut débit. Entre autres. Nous préconisons également une simplification fiscale qui rendrait les impôts plus faciles à prélever et à gérer, avec bien moins de personnel. Ce président, qui après une déculottée électorale, promet de moins dépenser en fonctionnement, est en réalité le champion de la dépense et du gaspillage. Il a certes hérité d'une situation ubuesque en matière administrative, mais il n'a fait que rendre la situation pire que ce qu'elle était. Il y a effectivement un très gros travail de réforme à mener.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.